

Tribune libre -

Article paru le 29 septembre 2008

TRIBUNE LIBRE

Se réappropriier la finance

Par Jean-Claude Delaunay, économiste (*)

Je voudrais revenir sur le caractère un peu préétabli des propositions publiées dans l'Humanité du jeudi 25 septembre. Il faut les exprimer dans la conception d'un combat de masse. Par ailleurs, deux au moins d'entre elles me semblent discutables.

1) Je crois que les communistes doivent prendre l'initiative, sur le terrain de la crise en cours, d'un combat républicain de masse auprès des salariés en général, et auprès des salariés du secteur financier en particulier. La société contemporaine est une société de services. La question de l'usage social y est posée de manière pratique. Aux salariés serait soumis le problème de l'usage social de la finance. À quoi devrait-elle servir ? Aux salariés de la finance serait demandé de développer les caractéristiques intelligentes et utiles de leur métier, mais en le débarrassant de la gangrène que le capitalisme mondialisé y a introduite. Il doit être rendu très clair que nous ne tirons pas sur la finance (et donc sur les salariés de la finance) mais sur la finance capitaliste mondialisée.

2) Les arguments constitutifs d'une argumentation scientifique de masse existent. Je me propose d'en rassembler quelques-unes. Le premier a trait au travail. La finance utilise du travail passé (l'épargne) et du travail anticipé (le crédit), pour mettre en branle du travail présent. Mais cette activité, qui est très moderne et très complexe, conduit, selon le type de société, à créer de la richesse pour tous, à la créer pour quelques-uns ou à la dilapider. Les travailleurs sont donc fondés à vouloir se réapproprier un mécanisme social géré privativement par le grand capital, car c'est leur propre travail qui est approprié et dilapidé.

3) Le deuxième argument, qui développe le précédent, a trait aux conséquences de cet usage capitaliste. Le mécanisme social de la finance est, dans son principe, autonomisé et inversé par rapport au capital de production. Mais en raison de la forme privée capitaliste et mondialisée de sa gestion, la finance contemporaine a engendré de gigantesques incohérences dans les productions de biens et de services, dans les financements et dans les rémunérations. Prétendant que le capital de titres produisait à lui seul de la valeur, les maîtres du monde, au lieu de développer la richesse pour tous, ont soumis le travail à un processus d'exploitation renforcée, déployé à l'échelle mondiale. Ils ont déclaré que le monde allait s'enrichir. En réalité, ils se sont enrichis et ils ont appauvri le monde. La conduite de la finance doit leur être ôtée.

4) Un troisième argument est fourni par l'exemple même que donnent les directions capitalistes. La nature sociale de la finance capitaliste mondialisée éclate au grand jour, dès lors que les États cherchent à en colmater les défaillances grâce au financement public. Mais pourquoi les salariés, qui garantissent ce financement par leur travail, laisseraient-ils à une poignée de capitalistes le soin de l'effectuer à leur gré, puis de s'en dégager à leur gré ? Se réapproprier la conduite de la finance est, pour les travailleurs, une exigence dont les pratiques du moment accroissent l'évidence.

5) Enfin, on note qu'il existe deux grandes formes de gestion de l'activité économique : avec la puissance publique (et les forces sociales qui l'investissent), avec le marché (et les forces sociales qui le dominent). Pour réguler la grande machinerie de la finance capitaliste mondialisée, les capitalistes ont estimé que les marchés financiers déréglementés seraient le meilleur moyen. L'expérience montre que ce mode de régulation est illusoire et profondément déséquilibrant. La régulation financière marchande doit donc être abolie et remplacée par celle de la puissance publique investie par les salariés.

6) Les points à discuter :

- Les têtes chercheuses de Bruxelles et les milieux d'affaires mettent peu à peu en place un marché financier unifié. Quelle intervention pour s'opposer à cette construction et la modifier ?

- Que serait une politique de taux différenciés si elle n'était incluse dans une politique économique globale ?

- Un projet de monnaie commune mondiale sous la responsabilité du FMI ? La réalité sera plus vraisemblablement l'apparition de zones économiques distinctes, traversées par des problèmes différents de l'une à l'autre, chaque zone ayant à recouvrer son indépendance monétaire, et à trouver sur cette base les voies de sa coopération avec les autres zones.

(*) *Dernier ouvrage publié (avec Quynh Delaunay) : Lire le capitalisme contemporain, essai sur la société du XXIe siècle, Éditions Le Temps des cerises.*